

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



Groupe de Réflexion Comportementale « GRC »

**Journée d'Etude sur :
« Stress Hydrique en Algérie »**

Alger, le 08 Juin 2021

CADRE GENERAL

L'eau est une ressource incontournable pour l'individu, et la satisfaction durable des besoins en eau est une préoccupation majeure de chaque nation. L'accès à cette ressource, en quantité et en qualité suffisantes, est essentiel pour tous les aspects de la vie et pour le développement durable.

L'importance du développement durable, de l'efficacité économique et de la protection de l'environnement dans l'exploitation des système d'approvisionnement en eau est devenu une préoccupation mondiale, en accordant une attention particulière aux situations de pénuries d'eau. La cible 6.4 de l'ODD 6 traite de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau et du stress hydrique à travers l'objectif suivant : « D'ici à 2030, faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées beaucoup plus efficacement dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements et de l'approvisionnement en eau douce afin de remédier à la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui manquent d'eau ».

SITUATION INQUIETANTE DU STRESS HYDRIQUE

Plus de deux (02) milliards de personnes à travers le monde vivent dans des pays soumis à un stress hydrique élevé, bien que le niveau moyen à l'échelle mondiale ne s'élève à 13%. Ce niveau n'épargne aucun continent et menace la pérennité des ressources naturelles, ainsi que le développement économique, social et environnemental des pays.

Le stress hydrique est une situation dans laquelle la demande en eau dépasse les ressources en eau disponibles, dans le dernier rapport de l'UNESCO édition 2021¹, près de 3,6 milliards de personnes vit déjà dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an, ce chiffre pourrait atteindre 5,7 milliards d'individus d'ici 2050.

L'Algérie est classée à la 29^{ème} place des pays en fonction du degré de stress hydrique subi (figure 01), elle se situe dans la catégorie rouge des pays au stress hydrique « élevé ».²

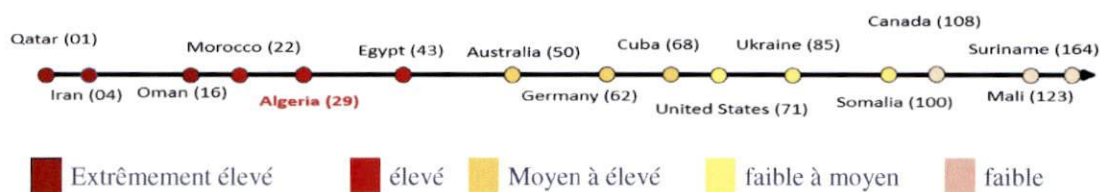


Figure 01 : Classement de l'Algérie en fonction du degré du Stress Hydrique en 2019

Ce niveau élevé peut avoir des répercussions négatives sur le développement économique, sociale et environnemental, donnant lieu à des situations de concurrence et de conflits potentiels entre les utilisateurs.

¹ Publié le 22 mars 2021 à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau sous le thème « la valeur de l'eau »

² World Ressources Institute, 2019.

L'ALGERIE FACE AU STRESS HYDRIQUE

La nouvelle constitution algérienne de 2020 consacre à travers les articles 21 et 63 à l'utilisation rationnelle de l'eau, des énergies fossiles et autres ressources naturelles, en assurant au citoyen l'accès à l'eau potable et à sa préservation pour les générations futures.

*L'*Algérie subit depuis quelques décennies, des aléas climatiques notamment sécheresses, pénuries chroniques et d'inondations dévastatrices. A cet effet, des études menées sur les données pluviométriques enregistrées permettent de constater que les moyennes de ces dernières années accusent un déficit important par rapports aux périodes antérieurs, il est de plus 20% de la région Ouest et 13% et 12% pour le Centre et le reste du pays. En conséquence, le changement climatique aura donc un effet néfaste important sur les ressources en eau.

Pour ce qui est de la croissance démographique, elle est de 1,93%³ avec un volume de naissances vivantes dépassant le seuil d'un million de naissances par an, avec des besoins croissants en eau potable, industrielle et agricole.

*L'*accroissement de la demande en eau va accentuer le stress hydrique, les changements climatiques et la croissance démographique, de ce fait, l'accès à l'eau potable pour la population, constitue un défi majeur pour l'Algérie dans les décennies à venir.

*L'*Algérie a consenti des efforts considérables en matière d'investissement pour la réalisation d'un nombre important d'ouvrages de mobilisation, de transferts, de traitement et d'adduction des ressources en eau en vue de répondre à la demande sans cesse croissante de divers usages de l'eau.

Pour faire face au déficit hydrique enregistré en 2020, un programme d'urgence a été élaboré, portant sur un plan d'action, sur le court et moyen terme, pour la prise en charge des dix-huit (18) wilayas les plus impactées par ce déficit. L'enveloppe financière sollicitée sur la période 2020-2024 est évalué à 390 milliards de dinars dont 218 sur le court terme. (Ministère des ressources en eau).

Selon le Ministère des ressources en eau, la production d'eau potable est estimée à 3,6 milliards de m³/an, soit 50% en eau souterraine, 34 % en eau superficielle et 16 % en eau de dessalement.

Concernant la consommation d'eau, l'irrigation occupe une place importante soit 62% de la demande totale du pays, l'eau potable représente 35% et les besoins en eau du secteur industriel ne s'élèvent qu'à 3%.

La potentialité hydrique nationale est estimée à 18 milliards m³/an, avec un ratio de 420 m³/hab/an en 2020. L'Algérie se situe dans la catégorie des pays pauvres en ressources hydriques au regard du seuil de rareté fixé par la Banque Mondiale à

³ Démographie algérienne ONS 2019

1000 m³/hab/ an.⁴ Par ailleurs, Le linéaire national du réseau d’Alimentation de l’Eau Potable (AEP) représente 138 000 km avec une dotation moyenne de 180 litre/jour/habitant.⁵

Selon les chiffres fournis par l’Agence Nationale des Barrages et des Transferts, il est enregistré une moyenne de 44% de remplissage de barrages, avec une grande prévalence dans la région Est, où les barrages sont à un taux de remplissage de 67%.

Vu la priorité absolue pour régler d’une manière durable le phénomène de pénurie d’eau dans le pays, une décision importante est prise lors du conseil des ministres (30 mai 2021) relative à la réalisation de nouvelles stations de dessalement de l’eau de mer en vue d’augmenter les réserves en eau et de faire face à la situation de stress hydrique que vit l’Algérie, ainsi que la création d’une agence nationale de supervision du fonctionnement des usines de dessalement d’eau de mer.

Afin d’assurer l’équilibre entre l’offre et la demande, il est nécessaire d’adopter des règles communes entre les différentes parties prenantes pour assurer un partage équitable et une utilisation rationnelle de l’eau.

La disponibilité des ressources en eau est extrêmement importante pour le développement économique et social des pays. L’accroissement continu des besoins en eau, et la limitation des ressources, ont placé la problématique de stress hydrique parmi les priorités les plus urgentes.

Convaincu de l’importance de cette problématique, le Conseil National, Economique, Social et Environnemental organise une journée d’étude sur « Le Stress Hydrique en Algérie » afin d’apporter des éléments de réponses aux questionnements suivants :

- Quelles sont les mesures à prendre pour lutter contre le stress hydrique ?
- Comment mettre en place un cadre juridique efficace pour assurer une gestion durable des ressources en eau ?
- Comment faire pour assurer l’accès de tous à une eau de qualité (enjeux sociaux), tout en garantissant la préservation des ressources en eau ?
- Quelles sont les actions à entreprendre pour mener une politique d’économie d’eau ?
- Comment éviter le gaspillage d’eau par le citoyen ?
- Comment agir sur la demande en eau et non pas uniquement sur l’offre ?
- Comment faire pour que le citoyen adopte un comportement responsable vis-vis la consommation de l’eau ?

^{4, 5} Ministère des ressources en Eau, Bilan de réalisation 2010-2020.

EXPERTS INTERVENANTS :

- Pr KETTAB Ahmed
- Pr. HEMOUCHE Ibrahim
- Dr. GUERROUT Chouaieb, (Istanbul OKAN University)
- Mr. Brian RICHTER, University of Virginia / USA et Sustainable Waters Association
- Mme – OUZZANI Zohra directrice des études « MRE »
- Mme FRIQUI Nora ,chargée d'études et de synthèse « MRE »

PARTICIPANTS :

- Représentants des secteurs concernés
- Représentants des Entreprises Publiques et Economiques
- Enseignants Universitaires,
- Société Civile
- Membres du Conseil National Economiques, Social et Environnemental
- Etudiants et Professionnels de Médias.